

<http://ugtg.org/spip.php?article760>



# Meeting du lundi 23.02.09 : Intervention du porte parole LKP

- Dossier spécial LKP - Prises de parole du LKP -



Date de mise en ligne mardi 24 février 2009

---

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

---

**Nous ne devons pas nous en étonner : ils se moquent de nous ! Cela veut peut-être dire que nous n'en avons pas encore fait assez : qu'il n'y a pas eu assez de manifestants dans les rues.**

Le camarade NOMERTIN l'a bien expliqué : ils nous avaient dit vendredi qu'on se reverrait ce lundi matin, le temps pour eux d'analyser un certain nombre de propositions. Pourtant, ce matin ils sont revenus avec leurs mêmes propositions qu'ils avancent depuis la semaine dernière : des allocations familiales en guise de hausse des salaires.

Nous leur avons déjà affirmé notre opposition ; nous avons téléphoné en France, au cabinet de F. FILLON... Et pourtant ils osent revenir nous raconter les mêmes balivernes.

Les mêmes balivernes qu'ils reviennent nous asséner, et qu'ils essaient de nous expliquer ; parce qu'apparemment nous aurions du mal à comprendre. Et bien évidemment les discussions ont dégénéré...

Dès lors ils ont dû admettre qu'ils n'avaient rien d'autre à dire, à proposer ; puisque nous avons déjà compris l'astuce du RSA. Car, camarades, ce qu'il faut savoir, c'est que le RSA sera appliqué en Guadeloupe !

Ils veulent donc qu'on signe dans le cadre d'un protocole, et alors que nous sommes en grève depuis un mois, un dispositif que nous obtiendrons de toute façon ! Puisque le RSA dont l'application était prévue en Guadeloupe en 2011, sera mis en place très vraisemblablement dès 2009 ! \_ De toutes les façons, il sera appliqué un jour ! Moralité : ils entendent donc bien nous kouyoné !

Mais, ce lundi matin, une chose s'est produite ; et ça, il nous faudra le marquer dans l'histoire aussi :

Les petits patrons, ou plus exactement les patrons, tout patron étant un patron... Les patrons guadeloupéens donc, qui représentent la majorité des patrons en Guadeloupe et qui très certainement emploient la majorité des salariés dans ce pays, se sont entendus pour monter un syndicat de patrons guadeloupéens.

Et qu'ont-ils fait ? Ils ont justement fait une proposition pour trouver une solution à la situation. Ils ont proposé deux cents euro, tout de suite ! Deux cents euros qu'ils *découpent* de la façon suivante :

- ▶ Cent euro qu'ils apportent avec leurs fonds propres et avec l'aide des collectivités ;
- ▶ Cent euro consistant en des exonérations accordées par l'Etat.

Sur cette base, ils ont réussi quelque chose d'extraordinaire ; rallier toutes les autres organisations patronales : la CGPME, la FTPE, l'UPA, l'UMPEG... Toutes ces organisations, se sont jointes à l'URSEG, pour constituer un groupe de 6 organisations patronales. Toutes, notamment l'UMPEG & la CGPME, ont signé le même document, pour affirmer leur accord avec la proposition de l'URSEG ! Toutes, sauf bien évidemment le MEDEF...

Mais nous rappelons pour information que le MEDEF représente moins de 500 entreprises, et à peine 4000 salariés. Les 6 autres organisations représentent, elles, 42000 salariés ; oui, 42000 salariés.

A ce moment précis des négociations qu'a fait le préfet ? Lorsqu'il s'est rendu compte de la situation, l'isolement du MEDEF et l'entente entre les 6 organisations de patrons guadeloupéens, il a tenté de faire pression sur les représentants du "groupe des 6" ! Pour les dissuader, les empêcher de signer ! Pour les amener à rédiger 6 documents différents, 6 propositions différentes ! Son objectif étant de foutre un bordel dans ces négociations. Et c'est bien ce qui a failli se produire ! Pour l'éviter les camarades de l'URSEG ont rencontré lors d'une suspension de séance les autres patrons, et finalement tous les 6 ont fini par signer le même document !

A cet instant, nous pouvions encore imaginer qu'il s'agissait d'une proposition nouvelle faite par ces patrons guadeloupéens. Loin de là ! Ces patrons avaient déjà fait la proposition au préfet ! Lequel s'était engagé à transmettre pour aval cette proposition à Paris.

Et lorsqu'à nouveau ils ont remis le document au préfet cet après-midi, ce dernier de répondre que, oui, il doit encore interroger Paris une nouvelle fois. Alors qu'il a en mains la proposition depuis samedi !

Cela signifie très clairement qu'ils nous mènent en bateau, que ces gens là ne s'intéressent nullement à ce qui se passe en Guadeloupe !

Voilà la vérité !

De même l'URSEC est entrée en contact avec les collectivités, pour voir de quelle façon celles-ci pourraient intervenir. Elles sont donc présentes cet après-midi dans l'enceinte du port autonome ; et nous leur avons demandé de venir pour exprimer leur position. Aucun des deux exécutifs n'a voulu entrer dans la salle [des négociations] ! Par contre lorsqu'il s'agit d'aller faire le beau devant les caméras de télévision ; quand il s'agit de péroter qu'on a été au ministère pour décrocher 19 postes d'enseignants que personne ne vous a envoyé chercher ; quand il s'agit de raconter des conneries à la télé : là ils sont imbattables ! Mais c'est bien à ces moments là que les masques tombent !

Alors, camarades, nous sommes sur la bonne voie, nous n'avons pas le droit de faire marche arrière. Non seulement nous n'avons pas le droit de faire marche arrière pour nous qui sommes présents, mais en mémoire de nos camarades qui sont morts. Qu'il s'agit de BINO, qu'il s'agisse du jeune FISTON, nous ne devons pas renoncer à nos revendications.

L'on cherche à culpabiliser LKP, mais chacun devrait assumer leur pleine responsabilité dans tout ce qui s'est passé !

Et c'est pour cela que nous relançons un appel à la mobilisation générale : le seul langage qu'ils entendent c'est celui de la mobilisation, des magasins fermés et des routes barrées ! Oui, c'est le seul langage qu'ils entendent ! Parce qu'ils se foutent de nous ! Et puisque c'est seul le langage de la mobilisation qu'ils entendent, remettons en route la mobilisation totale et générale !

Leur objectif est qu'il y ait un bordel empêchant la signature d'un quelconque accord ; pour recommencer à nous marcher dessus comme ils l'ont fait depuis 10, 20, 30, 100, 200 ans ! Et cela nous ne pouvons pas l'accepter ! Nous devons prendre l'engagement solennel de ne pas reprendre le travail, de ne pas travailler tant qu'un accord sur les salaires et sur tous les points de revendications ne seront pas réglés !